ÉCONOMIE INSTITUTIONNELLE, AGRICULTURE ET OMC : CAS DE LA RUSSIE

CONCLUSION

par Jean-Jacques **Hervé**[1]

Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire Perpétuel, Chers confrères et amis,

Qu'il me soit d'abord permis de remercier l'Académie d'avoir inscrit cette séance à son programme, donnant à notre confrère Ivan Grigoriévitch Ouchatchev l'occasion de présenter à notre Compagnie ses réflexions d'économiste engagé dans l'action auprès des pouvoirs publics de la Fédération de Russie dont il est un des conseillers écoutés.

Les trois interventions de cette séance révèlent un double débat: Le premier s'articule naturellement autour des questions, dont certaines à caractères méthodologiques, soulevées par la candidature de la Russie à l'OMC, parfaitement identifiées par notre confrère Ivan Grigoriévitch Ouchatchev, puis précisées par Vladimir Yefimov et Christophe Cordonnier. Le second débat, sous jacent dans chacune des trois interventions, et qui s'appuie sur la Russie comme exemple, concerne les méthodes d'approche et les théories économiques vues sous l'angle de leur aptitude à mieux comprendre les enjeux et les attitudes nationales ou sectorielles dans les négociations économiques et commerciales internationales.

1. La Russie encore indécise.

L'agriculture loin derrière l'énergie et les matières premières.

Est-il de l'intérêt de la Russie agricole de rejoindre l'OMC ? Cette question pourrait d'ailleurs être formulée dans l'autre sens. Les pays du G7 et l'Europe en particulier, malgré l'attention qu'ils portent à la Fédération de Russie, et leur appui politique à sa candidature à l'OMC, ont ils bien mesuré les enjeux de l'adhésion d'une puissance si voisine et si particulière ?

L'économiste Christophe Cordonnier, a bien resitué le débat dans son contexte économique et géopolitique. La Fédération de Russie détient les plus importantes ressources minérales et énergétiques de la planète, ou est en mesure de contrôler les voies d'acheminement des ressources des ses voisins. L'actualité démontre, s'il en était besoin, le poids considérable du pétrole et du gaz dans les diplomaties des grands états, et la localisation des conflits dans les régions de passage des oléoducs construits ou en projet. Pour les grands groupes russes de l'énergie, désormais de taille internationale, comme pour l'État fédéral qui en attend la plus grande part de ses recettes fiscales, la participation aux négociations commerciales internationales est une nécessité.. N'est ce pas par l'adhésion à l'OMC que la Russie pourrait renforcer sa capacité à régler la "question de l'illégitimité de la propriété", rappelée par Jacques Sapir dans une tribune parue dans le Monde du 5 novembre 2003 ? C'est aussi une nécessité pour les pays occidentaux, soucieux de consolider leurs accords bilatéraux en couvrant le large spectre de leurs implications, notamment dans le domaine financier, pour rattacher à un corpus stable de droit international les investissements étrangers et le développement des participations croisées dans le capital des entreprises et l'exploitation des ressources.

---

[1] Correspondant de l'Académie d'Agriculture, conseiller agricole près de l'Ambassade de France à Moscou.
Copyright Académie d'Agriculture de France. Séance du 26 novembre 2003.

La Fédération de Russie, pays continent, est aussi la première ressource forestière et le premier puits de carbone de la planète. Ce secteur mériterait à lui seul un examen approfondi, mais le récent refus de la Russie de signer le protocole de Kyoto ("notre pays de neige et de froid ne pourrait que se réjouir d'une augmentation de sa température de quelques degrés", avait déclaré avec humour le président Poutine pour justifier cette décision) montre qu'il veut faire entendre sa voix et peser dans les projets d'accords internationaux.

Le secteur agricole russe est à la fois appauvri, comme l'a montré I. G. Ouchatchev, après une longue période de déclin et d'endettement, et riche d'un potentiel de production qui peut en faire un des grands céréaliers mondiaux. Malgré des rendements faibles, mais bien adaptés aux conditions climatiques et à l'état actuel du parc de matériel, les 220 millions d'hectares de terres agricoles pourraient produire plus de 120 Mt de céréales, et conférer à la Russie une capacité d'exportation de 30 à 40 Mt, tout en conservant assez de ressources pour redonner à ses productions animales un niveau déjà atteint antérieurement et capable de couvrir les besoins de la population sans avoir massivement recours aux importations. Mais les forces socioéconomiques du secteur agricole ont des positions variées, dominées par la crainte d'un nouvel effet dévastateur d'une seconde confrontation aux agricultures occidentales, largement aidées, notamment pour leurs exportations.

Il se dégage de ces trois interventions que, malgré un potentiel considérable, la première caractéristique de la question de l'adhésion à l'OMC est assurément que le secteur agricole n'a pas la main, et devra s'adapter à la situation créée par les enjeux majeurs des échanges énergétiques, premier poste des exportations russes, et du déficit commercial de ses clients.

Les structures agraires à la recherche de nouveaux repères.

Les interventions de C. Cordonnier et V. Yefimov ont montré la diversité des structures et de leur positionnement social et institutionnel, et fait ressortir les paradoxes de la libéralisation. Comme I.G. Ouchatchev, ils soulignent le besoin de nouveaux repères socioéconomiques, tant la diversité des évolutions en cours recèle de contradictions.

Ils ont souligné le rôle moteur des industries de transformation, engagées depuis 1998 pour la reconquête du marché intérieur, dans un mouvement inverse de celui qu'ont connu les agricultures européennes. C'est bien en effet l'accès direct au marché de consommation qui permet aux structures de production de maîtriser leurs recettes, et de disposer de ressources réelles de financement. Les sociétés de transformation, surtout si elles possèdent leurs propres marques, voire leurs réseaux de distribution, disposent donc d'un véritable avantage financier. Cette situation conduit à s'interroger sur les agricultures européennes où les producteurs ont su s'organiser pour produire, transformer, mais sans aller jusqu'à la prise de contrôle de la distribution…

Cependant, le développement agricole n'est que partiellement commandé par l'aval. D'un coté, les grandes entreprises à forte intégration verticale tiennent à conserver toutes leurs marges de manœuvre dans la fixation des prix des matières premières, et ne semblent pas prêtes à se priver des facilités offertes par les produits d'importation. À cet égard, les enquêtes effectuées par V. Yefimov montrent bien le rôle ambiguë des négociants locaux et des responsables de ces entreprises alimentaires. Si leurs capacités financières en font des acteurs incontournables du préfinancement des mises en culture, le maintien de leur liberté commerciale fait obstacle à la conclusion d'accords stables sur des prix de campagne, maintenant ainsi une instabilité peu propice à la prise de risque économique.

D'un autre coté, et malgré ce que l'on pourrait appeler la "shoa agricole des purges staliniennes" dans les terres noires d'Ukraine et de Russie européenne qui ont privé les campagnes russes de leurs meilleurs éléments et durablement éteint l'émergence dans la société civile d'une élite agricole, la tradition des grandes structures agraires reste vive dans la mémoire agricole du pays (pour une description des campagnes avant la révolution, les russophones pourront se reporter au livre jubilaire consacré à la suppression du servage publié à Moscou en 1911). Les 26 000 ex-fermes collectives, malgré la croissance en nombre et en production des fermes privées, restent l'ossature de base du complexe agroalimentaire (APK), et des grandes cultures. Mais dans son analyse des représentations V. Yefimov montre leur hétérogénéité et nous indique qu'elle ne se

superpose pas à celle de leurs résultats économiques, insistant ainsi sur le rôle déterminant de la personnalité et de l'implication des responsables.

C. Cordonnier a bien montré la dynamique différenciée des quelques 250 000 entreprises agricoles privées apparues en Russie depuis la privatisation, et leur contribution à la couverture des besoins alimentaires du pays, dont elles fournissent près des trois quarts des produits frais. Comme V. Yefimov, mais par la voie d'une "recherche action" localisée, il constate à quel point il est difficile dans certaines fermes d'évoquer l'intérêt des "structures coopératives", ou de lutter contre un mouvement de déclin, marqué par l'abus d'alcool, le vol systématique, l'impossibilité de se projeter dans le futur dans un double projet personnel et d'entreprise. Évoquant "la tentation latifundiste" et ses incertitudes, il met en évidence un "paradoxe du libéralisme", qui ne peut espérer une cohabitation de structures aussi différentes sans s'imposer une forme de régulation, reflétant comme l'indiquait J.M. Boussard dans son introduction, une vison politique de la société et de ses relations avec son agriculture.

2. Que penser des outils de régulation de l'économie agricole russe?

Imperfection des outils statistiques

Au pays de Kolmogorov, on ne peut qu'être surpris de l'imperfection des outils statistiques. Plus qu'ailleurs on leur a fait tout dire. Dans la question qui nous préoccupe aujourd'hui, et sous l'angle d'approche retenu, on n'évoquera pas les problèmes techniques rencontrés par les négociateurs de l'OMC, de Russie et des pays adhérents, pour saisir les variables du "standstill", et disposer d'une base de comparaison pour le calcul des soutiens nationaux à l'agriculture. On pourra à ce sujet se reporter à la contribution de A. Kwiecinski *et al.* sur les études de l'OCDE présentée à notre Compagnie en mars 2000.

S'agissant des structures agraires et de leur évolution, le descriptif statistique actuel rend imparfaitement compte du clivage entre fermes privées et ex-fermes collectives dont très peu ont conservé leurs statuts anciens de sovkhozes ou de kolkhozes; la majorité ayant opté pour une des huit formes principales de statut privé. L'acception qui semble retenue pour " fermes privée" couvre donc aussi bien des fermes familiales de quelques dizaines d'hectares que des entités recouvrant la totalité du périmètre d'anciennes fermes collectives, intégralement reprises par leurs dirigeants, grâce aux rachats des "payes" (voir Les paradoxes du renouveau in Demeter 2004) détenues par les anciens kolkhoziens. Le travail de V. Yefimov revêt donc de ce point de vue une importance capitale pour jeter les bases d'une taxonomie mieux adaptée à la diversité des situations.

Quotas et mesures de sauvegarde

La faiblesse des descripteurs statistiques pèse aussi sur le fonctionnement des outils de régulation dont la Russie s'est dotée depuis quatre ans, notamment les quotas et les mesures se sauvegarde pour les importations de sucre et de viandes.

Le système des quota sucriers a officiellement été mis en place pour relancer la production de sucre de betterave tombée à environ 1 million de tonnes, alors que les importations dépassent 4Mt par an. Le système, qui repose sur la vente de 3,6 Mt de quota tarifaires, aux enchères et par lots, les exportations hors quota étant plus lourdement taxées, n'a entraîné ni une réduction significative des importations, ni un accroissement significatif des superficies betteravières. Plusieurs raisons expliquent ce dysfonctionnement: une très faible élasticité des prix liée à la survivance de mesures d'encadrement des prix à la consommation; l'imperfection des outils statistiques et de suivi des marchés et des productions, et surtout, l'absence d'avantages économiques liés aux quotas . On observe en effet que la taxe d'importation hors quota est pratiquement égale à la somme de la taxe dans le quantum et du prix de cession du droit d'accès au quota. Mais les sommes à débourser au trésor pour être un acteur du marché ne sont à la portée que des grands groupes. La mise en place du régime de quota tarifaire apparaît ainsi comme un outil d'appui à la concentration industrielle, dans quelques consortiums de grandes tailles, liés aux banques, et d'abord soucieux de rentabilité financière. La rentabilité de l'investissement spéculatif sur les matières premières dépasse celle de la

reconstitution des capacités de production. Nouvel aspect du paradoxe libéral., alors que la Russie entend réduire sa dépendance alimentaire, ce mécanisme explique la croissance des importations des produits alimentaires -plus dix milliards de dollars par an- dont la relance de la production exige une capitalisation à long terme. Mais la Russie n'a pas le monopole du détournement des procédures, et ses critiques "contre les pays qui ne s'appliquent pas à eux mêmes les règles qu'ils entendent imposer à tous" ne sont pas dépourvues de fondement.

Le financement de l'agriculture

C'est à juste titre que les trois intervenants ont souligné les difficultés d'accès au financement : les motivations du programme de recherche de C. Cordonnier, le moteur durable des dynamiques d'entreprises identifiées par V. Yefimov.

3. Les enjeux institutionnels de la candidature de la Russie à l'OMC.

La candidature de la Russie à l'OMC, est un cas d'école. Certaines des questions soulevées lui sont bien spécifiques, notamment celles qui concernent l'obtention de données fiables; mais la plupart des problèmes revêt un caractère général: Aussi bien en Europe qu'aux USA, au Brésil, ou en Russie, il s'agit de préserver des capacités de production nécessaires à la couverture des besoins alimentaires, d'accéder aux marchés solvables, de conclure des accords commerciaux mutuellement avantageux, en reconnaissant les écarts que l'histoire a pu générer.

Des nouveaux membres et un contexte renouvelé

La première question posée ne serait elle pas de définir le champs et les méthodes de la réflexion ? Et en premier ceux de la géographie et de l'histoire. Peut on valablement s'intéresser à la place de l'agriculture russe dans le monde -car c'est bien le sens de sa candidature à l'OMC- sans tenir compte de son évident intérêt à profiter des productions abondantes et bon marché de certains pays ? Le Brésil notamment lui procure déjà plus de la moitié de sa consommation de sucre et plusieurs centaines de milliers de tonnes de viandes de volailles, et lui fait savoir que ses capacités d'accroissement de production sont quasi illimitées. Pourquoi les industriels russes, ou Ukrainiens feraient ils alors le choix de s'endetter pour acquérir les matériels et les technologies de production alors qu'ils pourraient bénéficier pleinement de l'avantage comparatif que leur promet ce fournisseur ? Pourquoi s'adresseraient-ils à l'Europe, si le niveau de ses soutiens à l'exportation devient moins attractif que le différentiel de prix d'autres provenances? De ce point de vue la Russie a avantage à utiliser toutes les possibilités offertes par le prix de valorisation des viandes rouges ou de volailles américaines, et de soutien au soja dont les plus grandes "*agroholdings*" ont commencé l'importation massive en Russie. Et les producteurs européens verront alors fondre inéluctablement leurs marchés de dégagement vers la Russie, tandis que la pression exportatrice de céréales s'accroîtra.

En effet de leur coté, la Russie, l'Ukraine et le Kazakhstan peuvent espérer conserver une relative compétitivité pour les productions céréalières, et sans doute pour sa transformation en viandes volailles et de porc, dont ses voisins du Moyen Orient seront durablement importateurs. Ces pays n'étaient-ils pas jusqu'à la première guerre mondiale les fournisseurs d'une Europe à l'époque déficitaire ? Ce n'est pas sans raison que les exportations de 2001 et 2002 ont ravivé le souvenir des célèbres blés d'Odessa.

Le panorama dressé par nos collègues conduit évidemment à s'interroger pour savoir quel seront les choix de la Russie. La libéralisation à l'Est est sans doute un des évènements les plus significatifs depuis les accords de Blair House, qui avaient scellé, malgré leurs divergences, un compromis entre les États-Unis et l'Europe, partant de l'hypothèse d'une fermeture durable des échanges au delà du rideau de fer. L'échec reconnu, et d'une certaine manière programmé, du sommet de Cancun, précisément sur le dossier agricole, a révélé l'irruption de nouveaux pays producteurs, ni PVD, ni pays occidentaux et leurs alliances potentielles.

Trop peu des travaux actuellement consacrés à la dimension géopolitique des échanges agricoles ont encore inclus les pays de l'Europe orientale, notamment en Europe, où l'on semble

déjà peiner, malgré les remarquables études de H. Pouliquen, à appréhender l'arrivée des nouveaux membres de la Communauté.

Inadaptation des approches des IFIS

Les approches effectuées par les organismes de développement international, au premier rang desquels la Banque Mondiale, sont hélas, bien loin de cette problématique ouverte et prospective. L'exemple de la question de la terre serait presque caricatural. La Banque faisant du passé table rase, a conditionné la poursuite de son programme d'aide financière à une privatisation complète des exploitations, terre comprise, sans même évoquer les conditions d'accès à la propriété ou la taille des entreprises à soutenir préférentiellement. Le pouvoirs publics russes ont su faire preuve de beaucoup d'habileté et de sagesse pour engager le processus de privatisation, sans rompre avec la tradition russe des grands domaines, et en tenant compte de l'absence d'une véritable exigence de propriété de la terre, question bien distincte de la détention d'un droit durable à la cultiver. Même la Banque Européenne pour la reconstruction et le développement a choisi de limiter ses interventions aux opérations les plus immédiatement rentables - la confiserie, la bière, etc.- finançant même l'achat des quota sucriers, alors que cette mesure est, en soi, non conforme aux objectifs de l'OMC. Ces grandes institutions financières internationales semblent voir dans les "agroholdings", au titre de la fiabilité financière que leur conférerait leur taille, les seules structures capables de développer la production et de rentabiliser les investissements. Mais comme le note C. Cordonnier, l'absence d'un système de financement bien adapté aux spécificités agricoles, prive les entreprises dont les plans de développement économiques à moyen terme sont positifs de l'accès aux ressources financières qui en rendent la mise en œuvre possible.

Un partenariat avec l'Europe

Au cours de ces dix dernières années, les évènements de l'Europe centrale et orientale s'accompagnent d'un déplacement à l'Est du barycentre des activités de production agricoles de masse. L'Europe et la Russie sont indissociablement sur le même continent. Mais l'on peut craindre que sans une conception plus ouverte et plus coopérative de ses relations avec la Russie, l'Union ne pousse ce pays dans le cercle des nouveaux producteurs, sans cependant prévenir les effets déstabilisants d'une compétition accrue. Il ne s'agit pas de placer le bilatéralisme au dessus des accords généraux, mais au contraire, dans la règle même des négociation d'adhésion de trouver par une série d'accords bilatéraux, le consensus qui pourra réunir une majorité de suffrages à l'OMC. L'Union Européenne a évidemment intérêt à voir baisser la pression exportatrice céréalière. Alors qu'elle doit adapter ses productions animales aux nouvelles exigences du consommateur, ne doit-elle pas aider, sous différentes formes, à une plus grande valorisation des céréales sur place? Avec un déficit de 80% en protéines végétales, n'a-t-elle pas avantage à proposer à la Russie et à l'Ukraine, si chère au cœur de notre confrère I.G. Ouchatchev, non seulement des volumes exportables significatifs, ce qui est à peu près le cas actuellement, mais un véritable programme pluriannuel d'assistance et d'achats ?

4. Des questions pour les sciences économiques

Mais nos trois collègues ont à très juste titre souligné le besoin pressant d'une .recherche active et ouverte sur les structures des entreprises agricoles et agroalimentaires et cette séance nous invite à cligner des yeux pour mettre en perspective les méthodes d'analyse.

La prédominance du jeu des acteurs socioéconomiques sur les outils de régulation est frappante dans l'économie agraire russe. Cela pourrait donner un sens concret à la formule bien connue qui veut que "dans ce pays tout soit affaire de relations personnelles", si l'on ne savait par ailleurs la solidité et la fidélité de l'amitié russe. L'économie institutionnelle, à laquelle se réfère V. Yefimov, et sur laquelle il s'étend davantage dans son ouvrage paru il y a quelques mois (économie institutionnelle des transformations agraires en Russie) est séduisante par sa capacité à se centrer sur

ce qui a un sens dans des relations entre opérateurs. Proche de la "recherche action", à laquelle se rattache le travail de C. Cordonnier, elle s'intéresse principalement aux transactions entre opérateurs, et cherche à éviter les biais occasionnés par des théories plus globales, mais inapplicables en raison de la rareté des données qu'elles exigent. J. M. Boussard évoquait dans son introduction la puissance conceptuelle de l'économie marxiste et l'échec de son application en vraie grandeur. Les faiblesses de l'appareil statistique russe freinent par ailleurs, bien des volontés de modélisation, et invite au contraire, à suivre Peirce quand il affirme que "rien de nouveau ne peut s'apprendre par l'analyse des définitions".

On ne doit certes pas apprécier l'apport de l'économie quantitative aux démarches contestables des IFIS. Mais est-il bien nécessaire d'utiliser la référence à la théorie des quotas pour justifier la concentration de l'industrie sucrière ou du secteur des viandes? Le détour paraît d'autant moins nécessaire que les pouvoirs publics russes affichent depuis plusieurs années, mais sans disposer de moyens réels d'action, la nécessité de procéder à une restructuration des sucreries, devenues indépendantes et autonomes après leur privatisation, et la reconstitution du cheptel. L'apport de la macroéconomie formelle serait pourtant bien utile pour apprécier les conditions d'une recapitalisation de l'agriculture. Certes le ciseau des prix agricoles et des prix industriels explique l'accélération et l'ampleur de l'endettement agricole, mais est-il la seule explication à sa profonde décapitalisation ? Ne faudrait-il pas approfondir la structure des échanges, en tentant d'expliquer ce que décrivent partiellement les calculs d'ESP/ECP ?

Si bien des décisions semblent se ramener au seul jeu des acteurs, et à leurs intérêts à court terme, ne faut-il pas alors donner une plus grande attention aux approches microéconomiques ? Pour les ultralibéraux, l'évolution actuelle, en Russie comme dans d'autres pays nouveaux producteurs est souhaitable car elle permettrait selon eux de sélectionner ceux dont les coûts de production sont les plus faibles. Mais encore faudrait-il s'entendre sur la structure des coûts. Une première comparaison pour les productions céréalières effectuée avec Evguenia Serova a montré les considérables difficultés méthodologiques d'appréciation des charges, qu'il s'agisse des dépenses sociales, d'un niveau raisonnable du fermage, des salaires, ou des sommes qui devraient être réservées à la reconstitution du capital d'exploitation, et éventuellement à l'épargne, dans la perspective d'une montée en puissance d'un système de financement de type coopératif et mutualiste. Une plus grande attention aux études microéconomiques, centrée sur le reconstitution du capital d'exploitation, et … des coûts réels, permettrait sans doute d'approfondir le dialogue et de donner un contenu plus concret à la coopération institutionnelle, celle des programmes Tacis par exemple, et qui suggéreraient de nouvelles conditionnalités, et des régles plus concrétes de réciprocité.

CONCLUSION

L'implosion de l'URSS, et d'une certaine façon la stagnation qui l'a précédée, ont marqué l'échec d'une planification centrale et généralisée, sans cependant confirmer une victoire du libéralisme. Sur ce double constat, I. G. Ouchatchev invite son pays à explorer les voies intermédiaires de l'économie régulée, en prenant appui sur l'expérience européenne et française en particulier, des années 60 et 70. On peut craindre que bien des opérateurs se refusent à cet échange, par crainte de donner des atouts supplémentaires à un compétiteur potentiel. Ne faut-il pas alors, face aux difficultés révélées par le dernier sommet de Cancun, s'entendre d'abord sur les méthodes scientifiques d'appréciation des situations intérieures, et sur les critères de partage, dont Michel Cépède, bien avant les "manuels d'antiéconomie", aimait à rappeler qu'il était au fond le véritable objet de la science économique.

La Russie aborde une longue période électorale, avec l'élection en décembre des députés de la Douma fédérale, puis au printemps prochain l'élection du président, élément important du contexte politique esquissé par C. Cordonnier et V. Yefimov. Les crises politiques et électorales de l'Azerbaïdjan et, plus récemment, de Géorgie, ne peuvent que pousser les pouvoirs en place à se

démarquer des excès commis au nom de la libéralisation de l'économie. Avec 17% de la population active, l'électorat agricole est d'autant plus important pour les prochaines échéances, qu'il peut entraîner avec lui le monde rural -près de 40% de la population- et sanctionner ceux qu'il peut tenir pour responsables de leur appauvrissement. La paysannerie, mal payée, privée de la plupart des services publics urbains, a le sentiment d'avoir été laissée pour compte; elle accepte mal les privatisations à la hussarde et les enrichissements personnels considérables dont s'enorgueillissent les nouveaux riches. Elle est d'autant moins prête à oublier les excès d'une libéralisation sans limite, qu'elle connaît le plus fort taux de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté. Les prix payés aux producteurs de céréales après l'excellente récolte de 2002, situés dans une fourchette de 30 à 50 USD, ont fait replonger dans le rouge près de 5% des fermes qui avaient pu équilibrer leurs résultats, après réaménagement de leurs dettes, tandis que des oligarques accroissaient leurs prises de contrôle de la terre et des unités de transformation. Les pouvoirs publics, comme les gouverneurs des régions de Russie, ont bien ressenti les risques de tels déséquilibres. Ils s'emploient à reconstruire, comme l'a exprimé I. G. Ouchatchev, une "verticale du pouvoir", indispensable pour appliquer les décisions fédérales de politique agricole, et ils veillent à ne pas brusquer les réformes, retardant la mise en œuvre de la privatisation des terres et accélérant au contraire la reconnaissance d'un statut d'entreprise privée. Dans ce contexte, on peut comprendre que les pouvoirs publics diffèrent les discussions sur l'OMC, symbole d'une ouverture libérale, et de nouvelles menaces pour l'équilibre, voire la survie, de nombreuses exploitations, ex-fermes collectives ou nouvelles fermes privées.

Ne faut-il pas profiter de cette pause pour donner une structure plus solide aux coopérations entre l'Union Européenne et la Fédération de Russie, par un travail de fond sur l'analyse socioéconomique de l'agriculture, afin de lever les ambiguïtés actuelles, de mieux formaliser les intérêts croisés des deux ensembles économiques, chacun étant, face à l'OMC, soumis à des questionnements plus convergents qu'il n'y paraît ?

ÉLÉMENTS BIBLIOGRAPHIQUES

(1) SAPIR J., 5 novembre 2003. – La seconde mort de Eltsine; Jacques, *in* Le Monde.

(2) DIVÉLÉGOVA A.K., MILGOUNOVA S.P., PITCHEVA V.I. *et al.***,** 1911. – Viélikaïa Réforma (La grande réforme 1861-1911, édition du jubilé Moscou.

(3) KWIECINSKI A., MELIOUKINA O. et NÉNERT C., 2000. – Évaluation du soutien à l'agriculture russe: méthodologie des ESP/ECP;, *in* C.R. Acad. Agric.Fr., 2000, **86**, n°2,.127-136.

(4) CORDONNIER C.et HERVÉ J.J., 2003. – Agriculture russe: les paradoxes du renouveau, *in* Demeter 2004, Armand Colin/VUEF, Paris, 7-66.

(5) YEFIMOV V., 2003. – Économie institutionnelle des transformations agraires en Russie. Éditions L'Harmattan Paris, collection Pays de l'Est.